

Motion

Proposer: Geschäftsleitung JUSO Schweiz (decided on: 05/02/2026)

Title: **Libre-échange et protectionnisme :
l'exploitation mondiale à l'ère du fascisme et
des crises économiques**

Motion text

1 **Libre-échange et protectionnisme :**
2 **l'exploitation mondiale à l'ère du fascisme et**
3 **des crises économiques**

4 Le monde sombre dans le chaos sous nos yeux – certes sans jamais avoir été en
5 ordre non plus. Trump terrorise le monde avec sa politique douanière qui marque
6 un tournant majeur dans la conception générale du commerce international. Nous
7 sommes à la fin de la deuxième vague de mondialisation néolibérale qui a déferlé
8 sur le globe depuis les années 1980. Nous observons aujourd'hui un fossé de plus
9 en plus grand se creuser entre les représentant·es de la mondialisation
10 néolibérale et les partisan·es d'un néolibéralisme nationaliste et centré sur
11 l'État. Ces deux stratégies économiques nuisent l'une comme l'autre à la classe
12 ouvrière, car c'est dans les deux le capital qui en tire profit en bout de
13 course.

14 La réponse à cette déstabilisation internationale ne peut toutefois pas être une
15 fuite en arrière. Il serait erroné de regretter le libre-échange effréné des
16 dernières décennies avant Trump – mais c'est pourtant exactement ce que fait
17 l'Europe en ce moment. Les États membres de l'UE et de l'AELE, dont la Suisse,
18 s'empressent de conclure de nouveaux accords de libre-échange ou l'ont déjà fait
19 récemment, par exemple avec les pays sud-américains du Mercosur ou avec
20 l'Indonésie, la Chine et l'Inde. Le libre-échange libéral semble gagner du
21 terrain même parmi les partis de gauche et les syndicats. Cette attitude ne peut
22 toutefois pas représenter une stratégie sérieuse pour nous contre la guerre

23 tarifaire de Trump, car nombre des problèmes actuels trouvent précisément leur
24 origine dans ce libre-échange libéral incontrôlé des dernières décennies.
25 L'absence totale de commerce mondial n'est pas non plus une solution pour
26 autant. Il apparaît clairement que le modèle économique dominant doit changer
27 fondamentalement à l'échelle mondiale. Le présent document entreprend donc de
28 passer en revue les développements et controverses actuelles autour du libre-
29 échange libéral et du néolibéralisme mondial pour en tirer les conclusions qui
30 s'imposent.

31 Libre-échange et protectionnisme

32 En simplifié, le libre-échange signifie l'échange de biens et de services entre
33 pays avec le moins possible de droits de douane ou de restrictions commerciales.
34 L'explication libérale de la nécessité apparente du libre-échange serait que
35 tous les pays en tireraient profit s'ils se concentraient sur ce qu'ils
36 produisent particulièrement bien et à moindre coût pour ensuite l'exporter.
37 Cependant, la réalité est tout autre. Les grandes entreprises peuvent assez
38 aisément délocaliser leur production vers des pays où les salaires et les autres
39 coûts de production sont bas. C'est ainsi que le Nord global s'est
40 désindustrialisé au cours des dernières décennies : les multinationales ont
41 délocalisé leurs sites de production vers le Sud global ou des pays de la
42 périphérie européenne. En bref, le libre-échange libéral signifie
43 fondamentalement la liberté du capital. En parallèle de ce mécanisme se déploie
44 une forte concurrence fiscale internationale, où les impôts sont tirés le plus
45 bas possible pour attirer les entreprises et les ultra-riches vers des pays
46 comme la Suisse, Singapour, le Panama ou des villes comme Hong Kong et Dubaï.
47 Cette course au moins-disant entraîne des pertes fiscales massives dans de
48 nombreux pays en permettant aux plus riches d'échapper à toute redistribution
49 équitable en délocalisant leur capital. [\[1\]](#)

50 La théorie du libre-échange trouve principalement son origine chez les
51 économistes libéraux Adam Smith et David Ricardo. Elle a été formulée comme une
52 critique du mercantilisme, la politique économique dominante en Europe entre le
53 16e et le 18e siècle, qui est ensuite longtemps restée la théorie politique
54 dominante en matière de commerce. Son idée fondamentale était qu'un pays devait
55 exporter le plus possible et importer le moins possible afin de concentrer un
56 maximum de richesses en son propre sein.

57 Pendant l'industrialisation, les pays européens pratiquaient un protectionnisme
58 strict dans le but de protéger leur économie nationale de la concurrence
59 étrangère. Les principales mesures qui caractérisent le protectionnisme sont les
60 barrières commerciales tarifaires (droits de douane) ou non tarifaires (quotas
61 d'importation maximaux, normes minimales à respecter, etc.). Le protectionnisme
62 était nécessaire pour pouvoir suivre le rythme de la course au progrès
63 technologique. Des pays comme l'Allemagne, la France et les États-Unis ont misé
64

65 sur des droits de douane élevés pour limiter le volume des importations
66 britanniques et sur l'espionnage industriel pour améliorer leur propre
67 production. Cette stratégie a perduré relativement longtemps : aux États-Unis,
68 les droits de douane sont restés entre 35 et 50 % jusque dans les années 1950.
69 Après la Seconde Guerre mondiale, ils ont été progressivement réduits, mais
70 seulement après que les États-Unis soient devenus la première puissance
71 économique mondiale. [21] À titre de comparaison, dans les années 2000, les
72 droits de douane américains sur les importations s'élevaient à environ 2 %.
73 Vers la fin du 19e siècle, la Grande-Bretagne a été le premier pays à miser
74 systématiquement sur le libre-échange et des droits de douane bas – mais bien
75 seulement à un moment où sa domination économique était déjà établie.
76 Contrairement à ce que l'on prétend souvent, les puissances coloniales du Nord
77 global ne doivent pas leur essor économique au libre-échange en premier lieu
78 mais plutôt à des mesures protectionnistes grâce auxquelles elles ont
79 délibérément développé et protégé leurs industries. Historiquement, le libre-
80 échange ne s'est généralement révélé avantageux que pour des pays qui
81 disposaient déjà d'une économie forte et compétitive à l'échelle internationale.
82 Dans la pratique, il est toutefois difficile de distinguer clairement le libre-
83 échange du protectionnisme. Au contraire, ces deux stratégies se sont succédé
84 l'une l'autre à maintes reprises au cours de l'histoire. Entre le déclenchement
85 de la Première Guerre mondiale en 1914 et l'après-guerre, les mesures
86 protectionnistes ont de nouveau dominé dans de nombreux pays d'Europe. La
87 guerre, les crises économiques et l'instabilité politique ont affaibli de
88 nombreuses économies et conduit les États à cloisonner davantage leurs marchés,
89 la Grande-Bretagne se distinguant comme une rare exception.
90 Cette alternance historique entre libre-échange et protectionnisme a rarement
91 été le fruit de convictions purement idéologiques. Le facteur déterminant était
92 généralement la question de savoir quelle stratégie permettait aux États de
93 s'assurer la plus grande prospérité et la plus grande puissance économique dans
les conditions économiques du moment.

94 **L'essor du néolibéralisme**

95 Après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis sont devenus la première
96 puissance économique et ont joué un rôle central dans la mise en place d'un
97 nouvel ordre économique international. L'ONU nouvellement créée a également
98 souligné l'importance de la coopération internationale comme fondement de la
99 paix et de la prospérité. Sous le mot d'ordre "Plus jamais la guerre", de
100 nombreuses formes de coopération scientifique, institutionnelle et économique
101 ont vu le jour. Dès 1944, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque
102 internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale) ont
103 été fondés. À l'initiative des États-Unis, l'Accord général sur les tarifs
104 douaniers et le commerce (GATT), un accord commercial international visant à

105 libéraliser progressivement le commerce mondial, a vu le jour en 1947. L'accord
106 prévoyait notamment la suppression des droits de douane, la réduction des quotas
107 d'importation ainsi que l'obligation d'étendre les avantages commerciaux
108 accordés à un pays à tous les pays signataires. L'un des points principaux en
109 était la notion nouvelle de traitement égalitaire des produits et des
110 entreprises étrangers et nationaux dans le commerce.
111 À partir des années 1980, le néolibéralisme a commencé son ascension triomphale,
112 avec parmi ses fondements la logique du libre-échange libéral mondial. Le libre-
113 échange est devenu la norme au niveau international, inaugurant l'ère des
114 accords de libre-échange. Mais là encore, le libre-échange n'est en aucun cas
115 imposé partout ; il l'est seulement là où le capital trouve du profit à en
116 tirer. Contrairement à ce qu'ils prétendent, les pays occidentaux ne cherchent
117 donc pas à créer de la prospérité pour toutes et tous mais à garantir et
118 renforcer leur propre hégémonie. Le GATT et différents autres cycles de
119 négociations ont donné naissance en 1994 à l'Organisation mondiale du commerce
120 (OMC). Depuis ce moment, tous les membres de l'OMC s'engagent à offrir à tous
121 les mêmes réductions de droits de douane sur certains produits. C'est donc de
122 cet accord qu'est né le libre-échange effréné tel que nous le connaissons
123 aujourd'hui.

124 **L'ère des accords de libre-échange**

125 Outre les accords de l'OMC, les accords de libre-échange (ALE) bilatéraux et
126 multilatéraux comptent parmi les principaux instruments du libre-échange. Il
127 s'agit de traités de droit international conclus entre un ou plusieurs États
128 dans le but de supprimer les barrières commerciales. La Suisse conclut
129 généralement ses accords de libre-échange dans le cadre de l'Association
130 européenne de libre-échange (AELE), qu'elle a cofondée dans les années 1960. Les
131 autres membres de l'AELE sont l'Islande, la Norvège et le Liechtenstein. Outre
132 l'accord de l'AELE et l'accord de libre-échange avec l'UE, la Suisse a
133 actuellement 35 accords de libre-échange avec différents pays. [\[3\]](#) La Suisse
134 prône une politique de libre-échange libérale mais cherche avant tout à protéger
135 ses propres intérêts. C'est notamment le cas lorsqu'il s'agit d'accords de
136 libre-échange avec des pays du Sud : ce sont généralement les riches pays
137 industrialisés qui en profitent. Les accords en place ont permis aux entreprises
138 suisses d'économiser plus de 2,2 milliards de francs en droits de douane
139 potentiels pour la seule année 2023. [\[4\]](#) Ces "économies" se retrouvent ainsi en
140 négatif dans le budget de l'autre État pour ses dépenses destinées à la
141 collectivité. Cette somme se traduit rarement par une baisse des prix et profite
142 principalement aux grandes entreprises. La population générale doit ainsi
143 assister impuissante à la manière dont les actionnaires des entreprises se
144 remplissent les poches grâce aux accords de libre-échange.
145 En effet, la population est rarement impliquée dans les décisions concernant ce

146 type d'accords. C'était déjà le cas lorsque Napoléon III a négocié en secret
147 avec le Royaume-Uni en 1860, et c'est encore aujourd'hui une amère réalité.
148 Ainsi, le document original du TISA (Trade in Services Agreement) est conservé
149 secrètement dans un coffre-fort au Parlement européen et protégé par des droits
150 d'auteur. Ce n'est qu'en 2014 qu'une partie du texte a été publiée par
151 Wikileaks, et ce pour une bonne raison : la plupart de ces accords sont négociés
152 par de grandes institutions néolibérales internationales (telles que le FMI, la
153 Banque mondiale ou le G7), qui représentent les intérêts des capitalistes et
154 poursuivent l'objectif clair de maximiser les profits dans le commerce mondial.
155 Ce type de politique de libre-échange a de graves conséquences à l'échelle
156 mondiale. L'absence de normes sociales pour les produits importés conduit les
157 multinationales à produire dans des pays qui ne garantissent pas le respect des
158 droits humains et où règnent des conditions de travail déplorables. Ces
159 multinationales augmentent leurs profits sans aucun respect pour les
160 travailleur·euses, pour finalement écouler leurs marchandises dans les pays du
161 Nord. Les multinationales ont même le droit de poursuivre les États pour entrave
162 au commerce, et ces attaques se multiplient de manière massive. Les tribunaux
163 d'arbitrage qui statuent sur ces plaintes, comme par exemple le CIRDI (tribunal
164 de la Banque mondiale), sont profondément antidémocratiques et symbolisent la
165 dictature des entreprises qui s'oppose aux États et aux travailleur·euses.
166 Ainsi, les procédures manquent de transparence, les juges sont choisis au hasard
167 et l'État est contraint de prendre en charge les frais de justice. C'est
168 pourquoi les entreprises gagnent presque toutes leurs plaintes et leurs
169 opposants sont réduits au silence, car ils ne peuvent plus assumer les frais de
170 justice.

171 **Mercosur : des profits pour les entreprises, des** 172 **risques pour les personnes et l'environnement**

173 L'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Marché commun du Sud
174 (Mercosur), composé de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Paraguay et de
175 l'Uruguay, est également au cœur des débats actuels. Aux côtés des États de
176 l'AELE, la Suisse s'efforce également de conclure un accord de libre-échange
177 avec les États du Mercosur. Un accord incluant la Suisse a été signé en
178 septembre 2025.

179 Cet accord, qui fait l'objet de négociations et de discussions depuis des
180 années, est vivement critiqué, à juste titre, par de nombreux acteurs. 450
181 organisations de l'UE et du Mercosur ont donc rédigé un document de principe
182 dans lequel elles demandent l'abandon de l'accord et une refonte en profondeur
183 de la politique commerciale de l'UE.

184 Au début de cette année, des manifestations ont eu lieu à Bruxelles et à Paris,
185 mais aussi en Pologne et en Irlande. Les agriculteurs étaient en première ligne,
186 car les réglementations environnementales européennes ainsi que les coûts de

187 main-d'œuvre en Europe les placent dans une position de faiblesse face à la
188 concurrence des grandes exploitations d'Amérique du Sud. Ainsi, ces accords
189 entraîneraient des problèmes de dumping en Europe et pousseraient en même temps
190 les pays d'Amérique du Sud à se concentrer davantage sur l'exportation de
191 produits agricoles et de matières premières.
192 Tout cela se fait au profit des plus riches, qui empocheraient toutes les
193 "économies" rendues possibles par l'accord, aux dépens de l'État et des
194 travailleur·euses. La qualité de vie de la population dans son ensemble, que ce
195 soit en Europe ou en Amérique du Sud, ne serait pas améliorée par cet accord,
196 bien au contraire : une étude de 2018 prévoit une perte de 186 000 emplois rien
197 qu'en Argentine, dont la moitié dans l'industrie textile qui emploie avant tout
198 des femmes. La prétendue amélioration du standard de vie ne se concrétisera sans
199 doute pas non plus. L'Uruguay pourrait même s'attendre à une perte de 100
200 millions d'euros. [\[5\]](#)
201 Cet accord renforce les structures néolibérales et accélère la
202 désindustrialisation et l'exploitation des personnes et de la nature au sein du
203 Mercosur. Dans les pays d'Amérique du Sud, cela entraîne une perte d'encore plus
204 de terres des populations autochtones pour répondre aux exigences de l'industrie
205 agroalimentaire et de l'exploitation minière.
206 L'accord renforce la dépendance vis-à-vis des États de l'UE et de l'AELE,
207 conduisant à l'appauvrissement de la population. Suite à la baisse des droits de
208 douane, les États du Mercosur vont être inondés de produits importés de l'UE,
209 affaiblissant encore davantage la production nationale et détruisant des
210 emplois. En revanche, les grands groupes en tireront profit – dans le cadre de
211 l'accord avec l'UE, principalement les industries automobile et textile.
212 L'accord de libre-échange passé entre la Suisse et l'Inde en 2026 est également
213 un cadeau fait aux grands groupes, et plus particulièrement à l'industrie
214 pharmaceutique qui produit en Inde les matières premières nécessaires à ses
215 médicaments car les normes environnementales y sont peu strictes et les salaires
216 bas. Les déchets pharmaceutiques non filtrés y menacent ainsi
217 l'approvisionnement en eau de régions entières, et ce n'est qu'un exemple parmi
218 d'autres de la politique étrangère abusive de la Suisse.
219 La JS Suisse rejette catégoriquement les accords de libre-échange néolibéraux
220 qui ne servent que les intérêts du capital et ne prévoient aucun mécanisme
221 cohérent pour la protection des personnes et de la nature.

222 **Mettons fin à la surexploitation du Sud global !**

223 L'exploitation du Sud global est impitoyablement perpétuée par des structures
224 néocoloniales. Dans de nombreux pays du Sud global, la production a été
225 délocalisée dans divers secteurs qui nécessitent des technologies aujourd'hui
226 assez peu coûteuses, par exemple l'industrie textile. Il n'en va cependant pas
227 de même pour les produits plus coûteux : en effet, les machines et technologies

228 requises sont trop chères, notamment en raison des prix plus élevés également
229 pour la main-d'œuvre requise à leur fonctionnement. Ces pays sont donc
230 contraints de produire avant tout dans des secteurs à bas salaires. Les
231 structures néocoloniales organisent ainsi une véritable surexploitation. [6]
232 Ce mécanisme s'observe de manière particulièrement flagrante dans l'extraction
233 des matières premières : l'or, le cobalt ou le café, par exemple, sont extraits
234 dans les pays du Sud global par des travailleuse·eurs sous-payé·es et dans des
235 conditions de travail inhumaines. Les mines et les plantations appartiennent
236 et/ou sont exploitées par des multinationales et entreprises du Nord global qui
237 y récupèrent ensuite l'ensemble des bénéfices réalisés. La Suisse joue un rôle
238 central dans le commerce des matières premières : on estime que la part de
239 marché mondial des entreprises suisses s'élève à 60 % pour les métaux, 50 % pour
240 les céréales, 40 % pour le sucre et 35 % pour le pétrole. [7] Pratiquement
241 aucune de ces matières premières à l'exception de l'or ne passe cependant jamais
242 par la Suisse.
243 En Suisse aussi, les partis bourgeois prônent hypocritement le libre-échange
244 dans la stricte mesure où il leur est profitable. En revanche, le discours
245 change du tout au tout lorsqu'il s'agit par exemple des droits de propriété
246 intellectuelle. Les brevets sur les médicaments empêchent la production de
247 génériques bon marché, ce dont les grands groupes pharmaceutiques comme Novartis
248 et Roche profitent largement. Ils peuvent ainsi fixer des prix exorbitants qui
249 rendent par la même leurs produits inabordables dans les pays du Sud global.
250 Dans le domaine agricole aussi, cette politique a des conséquences désastreuses
251 : la Suisse protège les grands groupes agroalimentaires qui ont fait breveter
252 des milliers de variations génétiques naturelles de semences, mettant ainsi en
253 péril la sécurité alimentaire mondiale. De plus, les accords de libre-échange
254 provoquent souvent des dommages considérables à l'environnement – tout en
255 entravant la mise en place de normes de protection efficaces, car elles
256 réduiraient considérablement les profits des grands groupes.

257 **Le trumpisme est un néolibéralisme**

258 Assistant à la guerre des droits de douane lancée par Donald Trump, certain·es
259 observatrice·eurs ont crié à la fin du néolibéralisme et du libre-échange
260 mondialisé. Or, si le gouvernement Trump mène une politique commerciale
261 fortement protectionniste, celle-ci n'a que peu à voir avec un quelconque
262 abandon du modèle économique néolibéral. En réalité, cette stratégie relève
263 plutôt d'une tentative de maintien de la suprématie mondiale des États-Unis.
264 Trump et les principale·aux représentant·es du mouvement MAGA alimentent
265 délibérément le discours selon lequel les États-Unis auraient été "exploités"
266 économiquement par d'autres pays, invoquant principalement au crédit de cette
267 thèse le montant de leurs déficits commerciaux. Ce faisant, elles et ils
268 occultent le fait que de nombreuses entreprises américaines ont d'elles-mêmes

269 délocalisé leur production vers des pays du Sud afin de profiter de salaires
270 plus bas et de réglementations moins strictes. Dans le même temps, certains
271 États asiatiques – en particulier la Chine – ont profité de leur intégration au
272 commerce mondial pour développer leur propre base industrielle et rattraper leur
273 retard économique.

274 Le programme de politique commerciale de Trump vise donc avant tout à rapatrier
275 des capacités de production aux États-Unis et à intensifier la concurrence
276 géopolitique avec la Chine. Sa politique fait le pont entre les intérêts
277 néolibéraux des entreprises et des mesures nationalistes et protectionnistes,
278 sans qu'à aucun moment ceci ne signifie un changement fondamental de l'ordre
279 économique mondial. Au contraire, cette stratégie risque seulement d'aggraver
280 les conflits commerciaux internationaux tout en perpétuant les problèmes
281 structurels liés aux inégalités globales.

282 Trump reste fidèle au néolibéralisme, déplaçant simplement le centre de gravité
283 de la sphère mondiale vers la sphère nationale. Il vise ainsi des baisses
284 d'impôts pour les riches et leurs entreprises, une réduction de la dette
285 publique et une politique d'austérité pour la population, le tout bien entendu
286 accompagné d'une augmentation des dépenses militaires. Son objectif est ainsi la
287 taille et le démantèlement pur et simple de l'État. Dans le même temps, les
288 réglementations en matière d'environnement et de santé sont supprimées et le
289 secteur financier est déréglementé encore davantage. Par sa stratégie "Make
290 America Great Again", Trump se met à dos tous les autres pays, y compris en
291 Europe, qui comptent pourtant parmi les plus puissants alliés des États-Unis
292 impérialistes. Depuis la crise financière mondiale de 2008, les pays de l'UE se
293 trouvent de leur propre fait en perte de vitesse, ayant dû accumuler d'énormes
294 montagnes de dettes pour sauver leurs banques. La population est depuis lors
295 écrasée par des programmes d'austérité pour éponger ces dettes, tandis que les
296 dépenses militaires ne cessent d'augmenter en parallèle. La croissance
297 économique en Europe stagne, et le mécontentement qui en résulte offre un
298 terreau fertile à l'extrême droite.

299 La réponse de la gauche aux crises de plus en plus complexes et aux jeux de
300 pouvoir géopolitiques menés aux dépens de la population reste quant à elle trop
301 simpliste. La gauche social-démocrate refuse de proposer une alternative
302 cohérente au capitalisme. Pour pouvoir mettre un terme à ces évolutions
303 dangereuses, la gauche doit cesser de se concentrer sur une amélioration
304 progressive du capitalisme. Il ne faut plus soutenir un système qui ne pourra
305 jamais de près ou de loin servir les intérêts de la population mondiale.

306 **Libre-échange ou pas d'échange ?**

307 Le commerce international ne doit pas être considéré comme un mal en soi.
308 L'opposition entre protectionnisme et libre-échange n'est pas non plus
309 pertinente. Le protectionnisme favorise le capital national, tandis que le

310 libre-échange profite au capital international. Dans les deux cas, ce sont les
311 mêmes qui y perdent : les travailleuses et les travailleurs.
312 Un système commercial international est fondamentalement nécessaire pour
313 permettre un niveau de vie élevé dans le monde entier, garantir l'accès aux
314 technologies vitales (appareils médicaux, médicaments, etc.) ou encore faciliter
315 la vie et le travail.
316 Pratiquer les échanges internationaux pour une partie des biens n'empêche par
317 ailleurs pas l'agriculture ou d'autres secteurs d'être entièrement locaux. De
318 plus, certains secteurs doivent être protégés du commerce international et des
319 investissements étrangers, comme par exemple les services publics (énergie,
320 transports, eau, etc.). Il s'agit de déterminer dans quels secteurs ce commerce
321 reste stratégique et vital et de garantir une division internationale du travail
322 qui respecte tous les travailleur·euses quelle que soit leur origine.

323 **La JS demande donc à court terme :**

- 324 • **Pas d'accords commerciaux qui violent les droits humains:** La Suisse doit
325 suspendre toutes les négociations d'accords avec les États qui ne
326 respectent pas les droits humains. Des études objectives doivent être
327 menées au préalable dans cette optique dans les États susceptibles de
328 violer les droits humains. De même, les entreprises ayant leur siège en
329 Suisse qui violent les droits humains dans d'autres pays du monde doivent
330 être tenues pour responsables et sanctionnées – comme le demandait
331 l'initiative pour des multinationales responsables, mais aussi sa nouvelle
332 version qui fera prochainement l'objet d'un référendum.

- 333 • **Des barrières contre la course internationale au dumping:** La Suisse doit
334 mettre en place des barrières commerciales tarifaires et non tarifaires
335 pour empêcher les entreprises de profiter du libre-échange en réalisant
336 des bénéfices au détriment des travailleur·euses ou de l'environnement.
337 Ces taxes doivent prendre en compte les économies réalisées par une
338 entreprise du fait de la délocalisation de sa production à l'étranger dans
339 des conditions de travail moins favorables que celles requises en Suisse.
340 Les coûts environnementaux doivent également être pris en compte. Si ces
341 mesures entraînent une hausse des prix, elles doivent s'accompagner d'une
342 amélioration du niveau de vie.

- 343 • **La transparence dans les négociations et la démocratisation du processus**
344 **décisionnel:** Il est inacceptable que les négociations sur la politique
345 commerciale de la Suisse se déroulent à l'étranger sans que la population
346 en soit pleinement informée. Les questions relatives aux accords
347 internationaux doivent être démocratisées, et ce bien en amont des
348 décisions finales sous forme de référendums. Les négociations doivent être

349 transparentes et les autorités doivent justifier leurs positions et les
350 décisions qu'elles proposent. Les questions relatives aux conditions
351 d'importation, à la définition de normes écologiques et à leur respect
352 dans les accords de libre-échange doivent également tenir compte de l'avis
353 de la population et être soumises au référendum.

354 • **Des mesures contre les délocalisations et un droit de préemption des**
355 **travailleur·euses:** Les entreprises suisses délocalisent régulièrement leur
356 production à l'étranger afin d'en réduire les coûts. Elles profitent
357 généralement pour ce faire de règles moins strictes de protection des
358 travailleur·euses et de l'environnement. Il est nécessaire de déployer une
359 série de mesures pour lutter contre ces pratiques. Un impôt de sortie sur
360 le capital et les entreprises peut par exemple empêcher le retrait de
361 capitaux et d'entreprises de Suisse.

362 En effet, ce ne sont pas seulement les entreprises mais aussi les capitaux
363 suisses qui participent à l'exploitation internationale des
364 travailleur·euses. Les capitaux qui fuient à l'étranger ne sont
365 généralement pas investis pour le bien-être ou l'amélioration des
366 conditions de vie des populations du Sud global, bien au contraire.
367 Si une entreprise parvient néanmoins à délocaliser sa production, les
368 ancien·es employé·es en Suisse doivent bénéficier d'un droit de
369 préemption sur le site de production en Suisse. L'État doit mettre à
370 disposition des crédits à taux préférentiel dans ce but.

371 • **Une réforme en profondeur du système des brevets:** Un système économique
372 égalitaire n'est pas compatible avec un système de brevets qui permet à de
373 grandes entreprises dominées par le capital occidental de réaliser des
374 profits au détriment des populations du Sud global.

375 Les brevets peuvent avoir pour conséquence que des produits essentiels
376 comme des médicaments, des semences ou de nouvelles technologies restent
377 inaccessibles pour de nombreuses personnes, tout en créant des dépendances
378 économiques en parallèle.

379 Les entreprises et idéalement les États du Sud global eux-mêmes doivent
380 donc être en mesure de produire les biens nécessaires pour répondre aux
381 besoins fondamentaux de leur population. Cette production ne doit pas être
382 contrôlée par des multinationales issues des régions de concentration
383 économique.

384 • **Les services publics en tant que biens communs:** La Suisse doit rejeter
385 tout accord qui restreindrait la marge de manœuvre de l'État, par exemple
386 par le biais de privatisations. Seul un service public solide et couvrant
387 l'ensemble du territoire peut défendre les intérêts de l'ensemble de la
388 population. C'est pourquoi les autorités suisses doivent également

389 s'opposer formellement aux pratiques du FMI et de la Banque mondiale, qui
390 imposent souvent le libre-échange et les privatisations aux pays du Sud
391 global en échange de crédits.

392 **Au-delà du protectionnisme et du libre-échange :** 393 **pour une socialisation de l'économie !**

394 Face aux problèmes et aux conditions matérielles actuelles, la JS Suisse
395 souhaite proposer une sortie de l'opposition entre protectionnisme et libre-
396 échange. L'objectif n'est ni la suppression du commerce international ni une
397 internationalisation totale du marché, mais un système économique démocratique
398 dans lequel les industries clés sont socialisées et détenues collectivement.

399 **La JS Suisse revendique donc à long terme :**

- 400 • **La fin des structures (néo-)coloniales:** Aucun système commercial ne peut
401 être équitable tant que l'économie internationale repose sur des
402 structures (néo-)coloniales. Ces structures continuent de permettre
403 l'exploitation de la périphérie par les centres économiques. La situation
404 restera inacceptable tant que la division du travail à l'échelle
405 internationale demeurera inégale et que les capitalistes du Nord global
406 contrôleront la majeure partie du capital, et ce même si des normes
407 environnementales et sociales plus strictes sont appliquées. C'est
408 pourquoi des changements profonds sont nécessaires, en commençant par
409 l'annulation de la dette des pays du Sud et des réparations financières
410 pour l'exploitation coloniale et les crimes comme l'esclavage, ainsi que
411 l'expropriation des actifs des entreprises du Nord global dans le Sud
412 global.

- 413 • **La souveraineté alimentaire : pour la socialisation des terres:** La
414 population doit partout pouvoir déterminer elle-même sa politique
415 agricole. L'objectif est de construire une agriculture locale et
416 respectueuse de l'environnement, avec des circuits de distribution courts.
417 La terre ne doit plus être un objet de spéculation utilisé avant tout pour
418 enrichir des investisseur·euses. Elle doit au contraire être organisée
419 comme un bien commun. L'importation de denrées alimentaires sur de très
420 longues distances provoque des dommages écologiques considérables, n'est
421 pas viable à long terme et doit donc être supprimée.

- 422 • **La fin de la concurrence destructrice – pour une garantie de l'accès au**
423 **marché local pour les producteur·ices local·es:** Il faut en finir avec les

424 exportations qui écartent ou mettent sous pression la production locale
425 dans les pays économiquement défavorisés. Ces exportations entravent le
426 développement économique local autonome et font obstacle à une coopération
427 internationale solidaire. Les sites de production doivent donc être
428 implantés aussi près que possible des lieux où les biens sont consommés.

- 429 • **La lutte pour une alliance socialiste internationale concrète:** Il nous
430 apparaît clairement que le commerce international ne peut être juste et
431 écologique que si toutes les régions concernées s'organisent
432 démocratiquement et conçoivent leur économie de manière socialiste. Le
433 socialisme ne connaît pas de frontières nationales. Les régions qui se
434 sont libérées du capitalisme doivent coopérer. C'est seulement ainsi que
435 nous parviendrons à surmonter l'hégémonie commerciale étasunienne et
436 occidentale en général et à la remplacer par un système égalitaire qui
437 profite à toutes et tous.

438 [1]: [https://jacobin.de/artikel/globalisierung-neoliberalismus-china-trump-](https://jacobin.de/artikel/globalisierung-neoliberalismus-china-trump-handelskrieg-freihandel)
439 [handelskrieg-freihandel](https://jacobin.de/artikel/globalisierung-neoliberalismus-china-trump-handelskrieg-freihandel)

440 [2]:
441 [https://www.rosalux.de/fileadmin/rls_uploads/pdfs/sonst_publicationen/TTIP_UHerr](https://www.rosalux.de/fileadmin/rls_uploads/pdfs/sonst_publicationen/TTIP_UHerr_-mann.pdf)
442 [_-mann.pdf](https://www.rosalux.de/fileadmin/rls_uploads/pdfs/sonst_publicationen/TTIP_UHerr_-mann.pdf)

443 [3]:
444 [https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/Aussenwirtschaftspolitik_Wirtschaftliche](https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/Aussenwirtschaftspolitik_Wirtschaftliche_Zusammenarbeit/Wirtschaftsbeziehungen/Freihandelsabkommen.html)
445 [_-Zusammenarbeit/Wirtschaftsbeziehungen/Freihandelsabkommen.html](https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/Aussenwirtschaftspolitik_Wirtschaftliche_Zusammenarbeit/Wirtschaftsbeziehungen/Freihandelsabkommen.html)

446 [4]:
447 [https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/Aussenwirtschaftspolitik_Wirtschaftliche](https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/Aussenwirtschaftspolitik_Wirtschaftliche_Zusammenarbeit/Wirtschaftsbeziehungen/Freihandelsabkommen/nutzung_freihandelsabkommen/fha-monitor.html)
448 [_-Zusammenarbeit/Wirtschaftsbeziehungen/Freihandelsabkommen/nutzung_freihandelsab-](https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/Aussenwirtschaftspolitik_Wirtschaftliche_Zusammenarbeit/Wirtschaftsbeziehungen/Freihandelsabkommen/nutzung_freihandelsabkommen/fha-monitor.html)
449 [ommen/fha-monitor.html](https://www.seco.admin.ch/seco/fr/home/Aussenwirtschaftspolitik_Wirtschaftliche_Zusammenarbeit/Wirtschaftsbeziehungen/Freihandelsabkommen/nutzung_freihandelsabkommen/fha-monitor.html)

450 [5]: [https://jacobin.de/artikel/eu-mercosur-abkommen-emily-oreilly-werner-](https://jacobin.de/artikel/eu-mercosur-abkommen-emily-oreilly-werner-kogler-kritik-eu-ratspraesidentschaft-freihandel)
451 [kogler-kritik-eu-ratspraesidentschaft-freihandel](https://jacobin.de/artikel/eu-mercosur-abkommen-emily-oreilly-werner-kogler-kritik-eu-ratspraesidentschaft-freihandel)

452 [6]:
453 [https://www.rosalux.de/fileadmin/rls_uploads/pdfs/sonst_publicationen/TTIP_UHerr](https://www.rosalux.de/fileadmin/rls_uploads/pdfs/sonst_publicationen/TTIP_UHerr_-)
454 [_-](https://www.rosalux.de/fileadmin/rls_uploads/pdfs/sonst_publicationen/TTIP_UHerr_-)

[mann.pdf](#)

455 [7]: <https://www.publiceye.ch/fr/thematiques/matieres-premieres/la-suisse-et-la->
456 [malediction-des-ressources/plaque-tournante-des-matieres-premieres](https://www.publiceye.ch/fr/thematiques/matieres-premieres/la-suisse-et-la-)